

EVOLUTION DÉCENNALE DE LA DEMANDE DE CONSTRUCTION (2006-2016)

Le Haut-Commissariat au Plan assure, depuis plus d'une décennie, le suivi et l'analyse du secteur de la construction au Maroc. Ce suivi est manifesté à travers les différentes opérations statistiques dont la plus importante est la collecte des statistiques des Autorisations De Construire (ADC).

En effet, l'autorisation de construire est un acte réglementaire pré requis pour entamer la construction et par lequel l'autorité administrative compétente vérifie que les travaux à entreprendre respectent les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de conformité aux documents d'urbanismes en vigueur.

En 2016, 45756 autorisations de construire ont été délivrées, soit une baisse de -6,6% par rapport à l'année de 2015. Le rythme de délivrance des autorisations de construire durant la période de 2006/2016 est en recul soit une diminution de -11,81%. Il faut toutefois noter que les années 2010 et 2012 avaient marqué une légère hausse de +14,9% et +3,4% respectivement, ce qui explique les variations moins marquées dans les dernières années. Avec 110 677 logements mis en chantier, la surface bâtie (SB) et la surface de plancher (SP) de l'année 2016 ont connu une progression avec des taux respectifs de +12,5% et +8,5% par rapport à l'année de 2015.

Durant la période de 2006 à 2016, la surface de plancher a enregistré un taux de variation négatif de -8,2%. Mais ce taux ne reflète pas la variation tout au long des dix dernières années. En effet, cet indicateur a baissé au début de cette décennie jusqu'à 2010 où il a enregistré un pic de +15,4% et baisse encore une fois jusqu'à atteindre -9,6% en 2012 pour finir avec des variations légères pendant les 3 dernières années.

En ce qui concerne la variation de la surface bâtie, cet indicateur a connu un rythme nerveux avec deux pics remarquables en 2010 et 2011 où il a enregistré des taux de variations respectifs de +30,2% et de -14,7%.

Concernant la valeur prévue, rappelons tout d'abord que cette valeur est l'indicateur qui reflète le mieux la dynamique du secteur. En d'autres termes, c'est la valeur prévue qui renseigne sur le niveau d'investissement à réaliser par les demandeurs des ADC et par conséquent elle renseigne sur l'évolution du secteur de la construction.

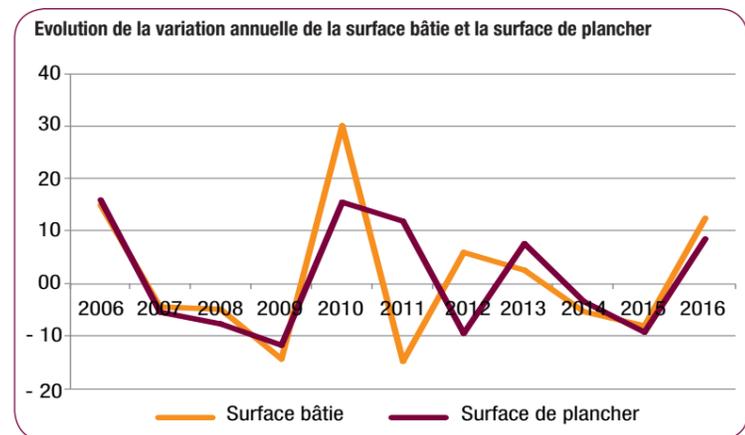
En analysant le tableau ci-après, on constate que la valeur prévue, après une tendance haussière depuis 2010, a connu une chute en 2015 avec une variation de -15,7% mais juste une année après elle récupère par un accroissement de +18,7%.

L'indicateur du «Nombre de logement», au cours de la même décennie, a connu une diminution de -0,13% entre 2006 et 2016. La variation en dents de scie, pour cet indicateur reflète, vraisemblablement, le différentiel dans la structure annuelle du type des ADC. En effet, le nombre de logements à produire peut augmenter si les autorisations de construire destinées à la construction sont plus importantes. Plus particulièrement, le nombre de logements produit peut augmenter substantiellement quand le nombre des ADC portant sur les constructions à usage d'habitation sont plus prépondérants que les ADC portant sur les autres types de construction.

Evolution annuelle (en%) des principaux indicateurs des ADC entre 2006 et 2016.

Année	Var-annuelle ADC	Var-annuelle Surface bâtie	Var-annuelle Surface de plancher	Var-annuelle Valeur prévue	Var-annuelle Nombre de logement
2006	2,6	14,9	16,0	19,8	1,6
2007	4,2	-4,4	-5,5	-5,9	5,9
2008	-3,7	-5,0	-7,8	-4,2	-7,3
2009	-4,2	-14,4	-11,7	-11,3	-9,6
2010	14,9	30,2	15,4	8,7	15,3
2011	-7,3	-14,7	11,9	10,8	-0,3
2012	3,4	6,0	-9,6	3,9	3,0
2013	-0,7	2,4	7,5	12,0	2,3
2014	-10,1	-5,4	-3,4	7,6	-6,4
2015	0,0	-8,1	-9,4	-15,7	-1,6
2016	-6,6	12,5	8,5	18,7	0,7
Var 06/16 (%)	-11,8	-8,4	-8,2	20,5	-0,13

Source : Haut - Commissariat au Plan.



Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية



Sommaire

Prix	1
Indicateurs économiques et financiers	2
Les comptes nationaux trimestriels quatrième trimestre 2017	3
Evolution décennale de la demande de construction (2006-2016)	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Février 2018 - N° 238

BULLETIN MENSUEL

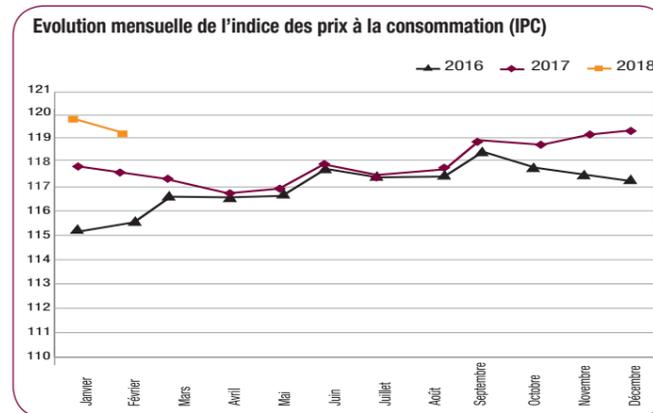
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de février 2018, une baisse de 0,5% par rapport au mois précédent. Cette diminution est le résultat de la baisse de 1,2% de l'indice des produits alimentaires et de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,8% au cours du mois de février 2018. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des deux premiers mois de 2018, par rapport à celui de la même période de 2017, s'établit à +1,9%.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2018	FEVR. 2018	VAR.%	2017	2018	VAR.%
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	129,4	127,8	-1,2	126,2	128,6	1,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	129,1	127,5	-1,2	126,4	128,3	1,5
Boissons alcoolisées et tabac	138,5	138,5	0,0	122,8	138,5	12,8
Produits non alimentaires	113,3	113,2	-0,1	111,5	113,3	1,6
Articles d'habillements et chaussures	116,6	116,3	-0,3	115,3	116,5	1,0
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	115,7	115,7	0,0	115,0	115,7	0,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	110,0	110,2	0,2	109,7	110,1	0,4
Santé	105,5	105,5	0,0	104,7	105,5	0,8
Transport	111,6	111,6	0,0	110,9	111,6	0,6
Communication	59,4	59,4	0,0	59,4	59,4	0,0
Loisirs et culture	98,8	99,4	0,6	98,6	99,1	0,5
Enseignement	148,4	148,4	0,0	145,5	148,4	2,0
Restaurants et hôtels	130,8	130,9	0,1	127,6	130,9	2,6
Biens et services divers	122,2	122,1	-0,1	114,7	122,2	6,5
Indice général	120,1	119,5	-0,5	117,6	119,8	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2018	FEVR. 2018	VAR.%	2017	2018	VAR.%
Agadir	117,6	117,2	-0,3	115,4	117,4	1,7
Casablanca	122,4	121,9	-0,4	120,3	122,2	1,6
Fès	120,5	120,0	-0,4	118,0	120,3	1,9
Kénitra	118,2	117,9	-0,3	116,3	118,1	1,5
Marrakech	120,1	119,2	-0,7	118,2	119,7	1,3
Oujda	118,9	118,3	-0,5	115,6	118,6	2,6
Rabat	117,6	116,7	-0,8	115,7	117,2	1,3
Tétouan	119,6	119,3	-0,3	117,2	119,5	2,0
Meknès	122,2	121,4	-0,7	120,1	121,8	1,4
Tanger	121,8	121,8	0,0	119,4	121,8	2,0
Laâyoune	122,0	121,1	-0,7	117,1	121,6	3,8
Dakhla	121,5	122,2	0,6	117,5	121,9	3,7
Guelmim	119,9	118,8	-0,9	116,0	119,4	2,9
Settat	118,2	117,4	-0,7	117,0	117,8	0,7
Safi	116,4	115,3	-0,9	112,0	115,9	3,5
Beni-Mellal	118,6	117,8	-0,7	116,7	118,2	1,3
Al-Hoceïma	120,1	119,9	-0,2	117,4	120,0	2,2
Ensemble	120,1	119,5	-0,5	117,6	119,8	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois de février de l'année 2018, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Guelmim et Safi avec 0,9%, à Rabat avec 0,8%, à Marrakech, Meknès, Laâyoune, Settat et Béni-Mellal avec 0,7%, à Oujda avec 0,5% et à Casablanca et Fès avec 0,4%. En revanche, une augmentation a été enregistrée à Dakhla avec 0,6%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des deux premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017 les hausses les plus importantes à Laâyoune avec 3,8%, à Dakhla avec 3,7%, à Safi avec 3,5%, à Guelmim avec 2,9% et à Oujda avec 2,6%; et les moins importantes à Settat avec 0,7%, à Marrakech, Rabat et Béni-Mellal avec 1,3%, à Meknès avec 1,4%, à Kénitra avec 1,5%.

Evolution des variations interannuelles de 2016 à 2018

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	FÉVRIER / FÉVRIER (1)	LES DEUX PREMIERS MOIS (2)
2016	0,9	0,6
2017	1,6	1,9
2018	1,8	1,9

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.
(2) Variation de l'indice moyen des deux premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Campagne agricole		
	2015/2016	2016/2017*	VAR.%
Agriculture			
Production des principales légumineuses (en 10³ quintaux)			
Fèves	514,2	934,0	81,6
Petit pois	176,2	253,6	43,9
Lentille	234,1	281,6	20,3
Pois chiches	458,9	435,1	-5,2

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts.

	Situation au mois de Janvier		
	2017	2018*	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	2 919	3 017	3,4
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	2 235	2 636	17,9
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	1 166	1 115	-4,4

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation au mois de Janvier		
	2017*	2018*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	28 113	30 780	9,5
Biens	16 469	17 118	3,9
Services	11 644	13 662	17,3
dont : voyages	4 044	5 686	40,6
Importations	37 883	39 902	5,3
Biens	30 393	31 677	4,2
Services	7 490	8 225	9,8
Solde commercial	- 9 770	- 9 122	
Taux de couverture (en %)	74,2	77,1	
Recettes M.R.E.	4 699	5 799	23,4

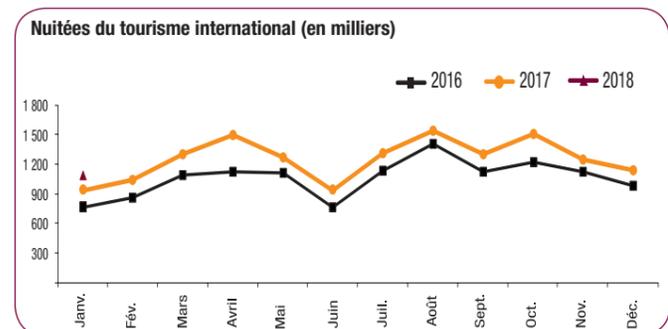
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation au mois de janvier		
	2017	2018*	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	1 341	1 604	19,6
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	943	1 090	15,6

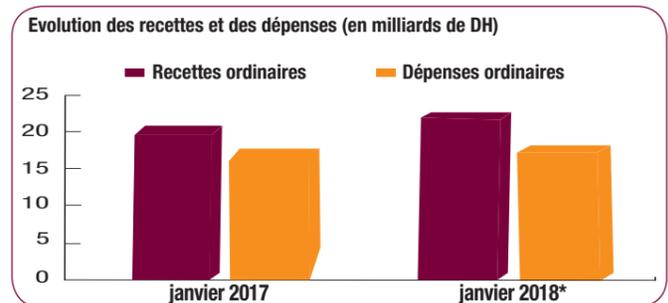
Source : Ministère du Tourisme, de Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation au mois de Janvier		
	2017 ^R	2018*	VAR.%
Recettes ordinaires	20 018	20 524	2,5
Dépenses ordinaires	16 026	16 714	4,3
Dettes publiques	1 272	1 359	6,8
Investissement	11 336	9 783	-13,7
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	7 551	6 961	
Déficit / Excédent global	207	988	

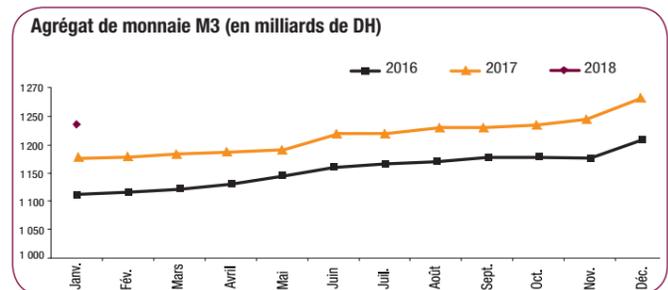
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation au mois de Janvier		
	2017 ^R	2018*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 194 051	1 249 410	4,6
Agrégats de placements liquides	582 047	646 744	11,1
Contreparties de la monnaie M3 (1)	1 194 051	1 249 410	4,6
Créances sur l'économie	943 841	979 208	3,7
Créances nettes sur l'administration centrale	161 514	174 571	8,1
Réserves Internationales Nettes	247 356	239 928	-3,0
Ressources à caractère non monétaire	189 425	204 495	8,0
Autres contreparties de M3	30 765	60 198	95,7

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Février		
	2017 ^R	2018*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	3 100,18	3 243,41	4,6
Capitalisation boursière (en millions de DH)	599 445	665 598	11,0
Indice MAS1	11 926,49	13 142,71	10,2
Indice MADEX	9 764,24	10 710,60	9,7
O.P.C.V.M.	2 Fév 2018	2 Mars 2018	VAR.%
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	432	432	0,0
	430 183	429 801	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Quatrième Trimestre 2017

Les comptes nationaux montrent une amélioration de la croissance économique nationale, se situant à 4,1% au quatrième trimestre 2017 au lieu de 1% durant la même période de l'année 2016, soutenue particulièrement par l'important rebondissement de l'activité du secteur primaire dont la valeur ajoutée a marqué une hausse de 10,9% au lieu d'une forte baisse de 12,5% durant la même période de l'année passée. Cette évolution est le résultat d'une hausse de 13,1% de l'activité de l'agriculture au lieu d'une baisse de 13,7% une année auparavant et d'une baisse de celle de la pêche de 10,5% au lieu d'une hausse de 1,3%.

La valeur ajoutée du secteur secondaire, de son côté, a réalisé une augmentation de 3,9% au lieu de 2,2% le même trimestre de l'année 2016. Ceci résulte de l'amélioration des valeurs ajoutées :

- de l'industrie d'extraction de 16,8% au lieu de 3,7% ;
 - de l'électricité et eau de 6,5% au lieu de 4,5% ;
 - des industries de transformation à 2,7% au lieu de 2,1% ;
 - du bâtiment et travaux publics de 1,3% au lieu de 1,1%.
- La valeur ajoutée du secteur tertiaire, a dégagé aussi, une valeur ajoutée, en augmentation, de 3,1% au lieu de 2,8% le même trimestre de l'année passée. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :
- les hôtels et restaurants de 9% au lieu de 9,6% ;
 - le transport de 6,6% au lieu de 3,4% ;
 - les services rendus aux ménages et aux entreprises de 4,1% au lieu de 3,3% ;
 - le commerce de 3,7%, le même taux affiché de l'année précédente ;
 - les postes et télécommunications de 2,9% au lieu de 3,1% ;
 - les services financiers et assurances de 1,8% au lieu de 1,6% ;
 - les services rendus par l'Administration Publique générale et sécurité sociale de 1,4% au lieu de 0,8% ;
 - les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 0,3% au lieu de 2,1%.

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,1% durant le quatrième trimestre 2017. De ce fait, le niveau général des prix a marqué une stabilité par rapport à la même période de l'année précédente.

Au niveau des emplois du PIB en volume, la demande intérieure s'est accrue de 1,6% au quatrième trimestre 2017 au lieu de 6,1% la même période de l'année 2016, contribuant ainsi pour 1,8 point à la croissance économique nationale au lieu de 6,5 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3,4% au lieu de 3,7%, contribuant pour 1,9 point à la croissance au lieu de 2,1 points. De son côté, la consommation finale des administrations publiques a connu un ralentissement de son rythme d'augmentation à 0,8% au lieu de 2,3% au quatrième trimestre de l'année précédente, avec une contribution à la croissance de 0,1 point au lieu de 0,4 point.

En revanche, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une baisse de 2,3% au quatrième trimestre 2017 au lieu d'une hausse, de 13,8% une année auparavant, avec une contribution négative à la croissance de 0,3 point au lieu d'une contribution positive de 4 points, durant le même trimestre de l'année précédente. Les exportations de biens et services, de leur côté, ont affiché une hausse de 11,9% durant le quatrième trimestre 2017 au lieu de 7,4% une année auparavant, alors que les importations ont connu un net ralentissement à 4,2% au lieu de 19%. Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé, ainsi, une contribution positive à la croissance, se situant à 2,3 points au lieu d'une contribution négative de 5,5 points la même période de l'année passée.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 2007

en millions de dhs	4 ^{ème} trim. 2016	4 ^{ème} trim. 2017	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	135 094	139 687	3,4
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	41 256	41 586	0,8
Dépenses de consommation finale des ISBL	1 316	1 400	6,4
Formation brute de capital	89 131	87 118	-2,3
Exportations de biens et services	80 823	90 418	11,9
Importations de biens et services	114 003	118 784	4,2

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 2007 par branche d'activité

Secteur/Branche	(en millions de dhs)		
	4 ^{ème} trimestre 2016	4 ^{ème} trimestre 2017	Glissement annuel en %
Secteur agricole	26 418	29 876	13,1
Secteur non agricole	175 278	180 812	3,2
Pêche	2 460	2 202	-10,5
Industrie d'extraction	3 220	3 761	16,8
Industries de transformation	32 228	33 083	2,7
Electricité et eau	4 959	5 282	6,5
Bâtiment et travaux publics	11 644	11 795	1,3
Commerce	19 069	19 775	3,7
Hôtels et restaurants	4 669	5 089	9,0
Transports	8 781	9 359	6,6
Postes et télécommunications	12 973	13 350	2,9
Activités financières et assurances	11 828	12 041	1,8
Services rendus aux entreprises et services personnels	27 596	28 727	4,1
Administration publique générale et sécurité sociale	19 071	19 338	1,4
Education, santé et action sociale	17 916	17 970	0,3
Impôts sur les produits nets des subventions	34 187	35 047	2,5
Produit intérieur brut en volume	234 336	244 027	4,1
PIB hors agriculture	207 188	213 551	3,1
Produit intérieur brut en valeur	261 830	272 533	4,1

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan.

